



**DIRECTIVE N°07/2008/CM/UEMOA
RELATIVE A LA LIBRE CIRCULATION ET A L'ETABLISSEMENT
DES CHIRURGIENS-DENTISTES RESSORTISSANTS
DE L'UNION AU SEIN DE L'ESPACE UEMOA**

**LE CONSEIL DES MINISTRES
DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)**

Vu le Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, notamment en ses articles 4, 6, 16, 20 à 26, 42 à 45, 60, 61, 76, 91 à 93 ;

Considérant qu'aux termes des articles 4, 91 et 92 dudit Traité, les Etats membres se sont engagés à créer un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée ;

Considérant l'approbation, faite à NIAMEY le 30 mars 2005 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, de la démarche progressive proposée par la Commission en vue d'une mise en œuvre efficiente des libertés de circulation des personnes, de résidence, de prestation de services et du droit d'établissement au sein de l'Union ;

Considérant que la réalisation des objectifs communautaires, notamment la libre circulation des personnes et le droit d'établissement des personnes exerçant des professions libérales, nécessite, entre autres, la faculté pour les Chirugiens-Dentistes d'exercer librement leur profession au sein de l'espace communautaire ;

Considérant les recommandations issues de la quatrième session du Conseil sectoriel des Ministres chargés de la Santé des Etats membres de l'UEMOA, tenue à Ouagadougou le 29 septembre 2005 ;

Sur proposition de la Commission ;

Après avis du Comité des Experts Statutaire, en date du 20 juin 2008 ;

EDICTE LA DIRECTIVE DONT LA TENEUR SUIT :

Chapitre I : Des définitions

Article premier : Aux fins de la présente Directive, on entend par :

- **CAMES** : Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur ;
- **Chirurgien-Dentiste** : Chirurgien-Dentiste ressortissant de l'Union titulaire d'un diplôme d'Etat de Docteur en Chirurgie dentaire ou de tout autre diplôme de Chirurgien-Dentiste reconnu équivalent ;
- **Collège des Présidents** : Collège regroupant tous les Présidents en exercice des Ordres des Chirurgiens-Dentistes des Etats membres de l'Union;
- **Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes** : structure de gestion de l'Ordre chargée de la mise en œuvre de la loi portant organisation des Ordres et du respect du code de déontologie ;
- **Droit d'établissement** : le droit reconnu aux ressortissants de l'UEMOA par l'article 92 de son Traité ;
- **Enregistrement** : indication portée dans un registre concernant un Chirurgien-dentiste en exercice temporaire par l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'accueil ;
- **Etat membre** : Tout Etat partie prenante au Traité de l'UEMOA ;
- **Inscription** : indication portée dans un Tableau concernant un Chirurgien -Dentiste, en exercice permanent, par l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes d'un Etat membre de l'Union ;
- **Lettre d'introduction** : lettre par laquelle le Président de l'Ordre du pays d'origine ou de provenance atteste de la moralité et de l'aptitude du requérant à s'expatrier ;
- **Liberté de circulation** : la liberté reconnue aux ressortissants de l'UEMOA par l'article 91 de son Traité ;
- **Ordre** : Ordre National des Chirurgiens-Dentistes ;
- **Pays d'accueil** : pays de l'espace UEMOA au sein duquel le Chirurgien -Dentiste postulant souhaite exercer sa profession ;
- **Pays d'origine** : pays de l'espace UEMOA au sein duquel le Chirurgien-Dentiste peut exercer sa profession et en possède la nationalité ;
- **Pays de provenance** : pays de l'espace UEMOA au sein duquel le postulant exerce sa profession sans en avoir la nationalité ;
- **UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- **Union** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

Chapitre II : De l'objet et du champ d'application

Article 2 : La présente Directive a pour objet de faciliter la libre circulation et l'établissement des Chirurgiens-Dentistes ressortissants de l'Union au sein de l'espace UEMOA.

Article 3 : Les dispositions nationales, légales, réglementaires ou conventionnelles demeurent applicables à condition qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions de la présente Directive.

Chapitre III : De la liberté de circulation et du droit d'établissement des Chirurgiens-Dentistes ressortissants de l'Union au sein de l'espace UEMOA

Article 4 : La liberté de circulation et d'exercice de la profession de Chirurgien -Dentiste comporte :

- - le droit de procéder ponctuellement à tous les actes de chirurgie dentaire pour lesquels le Chirurgien-Dentiste *est dûment habilité dans son pays d'origine ou de provenance* ;
- - l'obligation de se soumettre dans les mêmes conditions aux règles d'éthique et de déontologie ainsi qu'aux prescriptions légales régissant la profession de Chirurgien -Dentiste du pays d'accueil.

Article 5 : Tout Chirurgien-Dentiste ressortissant de l'Union régulièrement inscrit à l'Ordre National des Chirurgiens-Dentistes d'un Etat membre de l'UEMOA peut librement exercer sa profession de façon temporaire, à titre indépendant ou salarié, dans tout autre Etat membre de l'Union, aux conditions ci-après :

- être titulaire d'un diplôme d'Etat de Docteur en chirurgie dentaire ou de tout autre diplôme de Chirurgien-Dentiste reconnu équivalent et, en plus, pour le spécialiste, du ou des diplômes ou certificats de spécialités reconnus par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ;
- être en possession d'une *lettre d'introduction* du Président du Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens -Dentistes du pays d'origine ou de provenance ;
- *avoir obtenu son enregistrement* au Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'accueil.

Article 6 : Tout Chirurgien-Dentiste ressortissant de l'Union, régulièrement inscrit à l'Ordre National des Chirurgiens-Dentistes d'un Etat membre de l'UEMOA, a le droit de s'établir, à titre permanent, dans tout Etat membre de l'Union pour y exercer sa profession.

Toutefois, nul ne peut être inscrit à deux Ordres à la fois.

Article 7 : Toute demande d'établissement doit être adressée par le postulant, en trois exemplaires, à l'autorité compétente du pays d'accueil et doit contenir les pièces ci-après :

- les documents exigés pour l'installation de ses nationaux par la législation et la réglementation du pays d'accueil ;
- *une attestation* du Président du Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'origine ou de provenance indiquant que le postulant ne fait objet d'aucune poursuite ou de condamnation disciplinaire ;
- une copie certifiée conforme du certificat d'inscription à l'Ordre du pays d'origine ou de provenance.

L'autorité compétente statue dans un délai maximum de trois (3) mois, par la voie d'une décision motivée.

Article 8 : L'établissement, tel que prévu à l'Article 6, est subordonné à l'autorisation du Ministre chargé de la Santé du pays d'accueil après avis du Conseil National de l'Ordre.

L'autorisation visée à l'alinéa précédent implique la cessation de l'appartenance à l'Ordre National du pays d'origine ou de provenance, sur rapport du Président du Conseil National de l'Ordre du pays d'accueil.

Chapitre IV : Des procédures disciplinaires

Article 9 : Les règles de procédures, les sanctions disciplinaires et les voies de recours prévues par la législation du pays d'accueil sont applicables aux Chirurgiens-Dentistes y exerçant en application de la présente Directive.

Article 10 : Le Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'accueil informe le Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'origine ou de provenance ainsi que le Collège des Présidents des Conseils Nationaux des Ordres des Chirurgiens-Dentistes, visé à l'article 13, de toutes sanctions disciplinaires à l'encontre du Chirurgien-Dentiste concerné.

Article 11 : La radiation ainsi que les décisions prononçant des sanctions disciplinaires doivent être motivées. Elles sont susceptibles de recours conformément aux règles applicables dans le pays d'accueil.

Article 12 : Le Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'origine ou de provenance et le Collège des Présidents des Conseils Nationaux, visé à l'Article 13, sont informés de la décision disciplinaire prise par le Conseil National de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes du pays d'accueil.

La décision disciplinaire produit ses effets dans le pays d'accueil et le pays d'origine ou de provenance dès sa notification à l'intéressé ; elle produit ses effets dans les autres Etats membres de l'Union à compter de sa notification aux Ordres Nationaux et à la Commission de l'UEMOA.

Chapitre V : Des dispositions finales

Article 13 : Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente Directive, il est institué un Collège des Présidents en exercice des Conseils Nationaux des Ordres des Chirurgiens-Dentistes des Etats membres de l'UEMOA.

La Commission de l'UEMOA est habilitée à définir par voie de décision les attributions, l'organisation et les modalités de fonctionnement dudit Collège.

Article 14 : Les Etats membres de l'Union prennent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la mise en œuvre de la présente Directive, au plus tard le 31 décembre 2009. Ces dispositions sont notifiées à la Commission de l'UEMOA dès leur adoption.

Les actes juridiques arrêtés contiendront une référence à la présente Directive ou seront accompagnés d'une telle référence lors de leur publication officielle.

Chapitre VI : De l'entrée en vigueur

Article 15 : La présente Directive qui entre en vigueur à compter de sa date de signature, sera publiée au Bulletin Officiel de l'UEMOA.

Fait à Dakar, le 26 juin 2008

Pour le Conseil des Ministres,
Le Président,

Charles Koffi DIBY